

données. La comparaison des données empiriques des trois sites qui seront analysées sous une dimension genre, permettra de dévoiler les différents enjeux de la proposition au ou à la partenaire et de l'utilisation d'ADVIH par les partenaires et leurs effets sociaux.

WP Enquête Coupons

Démarche générale

L'enquête Coupons sera organisée en trois vagues de collecte comportant deux phases chacune. Chaque vague de collecte permettra d'interroger l'ensemble des participants lors d'une première phase puis seulement ceux dont l'autotest était réactif lors d'une deuxième phase.

Lors d'une vague de collecte, une invitation à appeler anonymement un numéro vert anonyme et gratuit spécifique sera apposée sur les brochures d'information accompagnant tous les kits d'ADVIH distribués dans le cadre du programme ATLAS sur la période considérée, quel que soit le canal de dispensation.

Le texte de cette invitation sera le suivant :

Madame, Monsieur,

les autotests de dépistage du VIH sont une innovation introduite depuis peu en Afrique de l'Ouest. Pour améliorer les politiques de dépistage de votre pays, il est important de connaître le point de vue des utilisatrices et des utilisateurs de l'autotest de dépistage du VIH.

Le projet ATLAS vous serait reconnaissant si vous acceptiez de participer à une courte enquête anonyme et gratuite d'une dizaine de minutes sur l'autodépistage du VIH.

Il vous suffit d'appeler gratuitement le numéro vert suivant XXXXXX, après avoir réalisé votre test d'autodépistage. Cette enquête est anonyme et la confidentialité de vos réponses sera préservée.

Dans chacun des trois pays, le numéro vert de l'enquête sera distinct de celui de la ligne nationale d'information sur le sida également mentionnée sur la brochure d'information. Si une personne appelle par erreur la ligne de l'enquête en ayant besoin d'information et/ou de support pour la réalisation de son autotest, elle sera réorientée vers la ligne d'information nationale.

De même, les personnes appelant la ligne d'information nationale pour des informations sur l'ADVIH et ayant mentionné avoir réalisé ou être sur le point de réaliser un autodépistage, pendant la période de recrutement de l'enquête Coupons, seront également, en fin d'entretien, invitées à appeler la ligne d'enquête pour participation à l'enquête Coupons.

Lorsqu'une personne appellera sur un des numéros verts de l'enquête, l'étude lui sera tout d'abord présentée puis elle sera invitée à déclarer oralement si elle consent à participer (consentement verbal, horodaté). En cas de consentement, un questionnaire d'une quinzaine de minutes lui sera administré (phase 1). Ce questionnaire portera sur les caractéristiques socio-démographiques de l'enquêté-e, son historique de dépistage du VIH, ses pratiques sexuelles, ses connaissances sur l'ADVIH, la facilité d'utilisation du kit d'ADVIH et le résultat de son autotest.

En cas de résultat réactif et/ou indéterminé, il sera demandé à l'enquêté-e s'il/elle accepte d'être recontacté-e trois mois plus tard pour un second questionnaire (phase 2) et, le cas échéant, de fournir un ou plusieurs numéros de téléphone pour ce rappel. Ce second questionnaire vise à documenter le parcours de soins de l'enquêté-e et, en particulier, si un test de confirmation a été effectué et, le cas échéant, si la personne a entamé un parcours de soins et a initié un traitement antirétroviral.

Si au cours d'un entretien, un·e enquêté·e exprime le besoin d'un accompagnement et/ou d'un appui psychosocial, il/elle sera orienté·e vers des services locaux de prise en charge et/ou vers la ligne gratuite nationale d'information et de support sur le VIH.

WP Enquête Coupons

La base de données de l'enquête Coupons sera programmée et gérée par le centre de méthodologie et de gestion (CMG) du programme PAC-CI, site ANRS (Agence National de Recherche sur le sida et les hépatites virales) de Côte d'Ivoire.

Du fait du mode de collecte spécifique de cette enquête (enquête par téléphone avec préservation de l'anonymat), le consentement sera collecté verbalement, consigné et horodaté dans le questionnaire électronique. L'identité de l'enquêté·e ne sera jamais collectée. La résidence sera collectée uniquement au niveau de la région administrative. Le numéro de téléphone de l'enquêté·e ne sera collecté que dans les cas suivants :

- l'enquêté·e souhaite prendre rendez-vous et être rappelé·e pour réaliser l'entretien ultérieurement à la date, l'heure et au numéro de son choix ;
- l'enquêté·e a déclaré dans le questionnaire de phase 1 un test réactif ou indéterminé et accepte d'être recontacté·e trois mois plus tard pour la passation du questionnaire de phase 2 ;
- l'enquêté·e accepte d'être éventuellement recontacté·e pour la conduite d'un entretien qualitatif complémentaire.

Les numéros de téléphone collectés seront conservés dans une table séparée de la base de données. Pour les analyses quantitatives, le CMG produira des fichiers de données analytiques où ne figureront pas les numéros de téléphone des enquêté·e·s. Pour la conduite d'entretiens qualitatifs complémentaires (WP Populations Clés), les investigateurs indiqueront au CMG les caractéristiques des personnes qu'ils souhaitent interroger. Le CMG écrira une requête permettant d'extraire de la base de données le contact d'un échantillon de personnes correspondant aux critères spécifiés et ayant consenti à être recontacté·e·s pour un entretien complémentaire. La liste de contacts transmises ne permettra pas d'associer ces résultats aux données contenues dans les fichiers analytiques générés pour les analyses quantitatives. Les enquêteur·rice·s s'engageront à détruire la liste de contacts une fois les entretiens réalisés.

À la fin du projet, le CMG s'engage à détruire la table de données contenant les numéros de téléphone collectés.

Nous estimons qu'il n'y a pas de risque physique ou psychologique lié à la participation à cette étude.

Si au cours de la passation d'un questionnaire, un·e enquêté·e exprime le besoin d'un accompagnement et/ou d'un appui psychosocial, il/elle sera orienté·e vers la ligne gratuite nationale d'information et de support.

L'enquêté·e dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification de ses données collectées, du droit de s'opposer (droit d'opposition) et du droit de limiter leur utilisation (droit à la limitation du traitement). Ces droits peuvent être exercés pendant l'entretien téléphonique. À l'issue de l'entretien, la possibilité d'exercer ces droits diffère selon que l'enquêté·e a ou non fourni un ou plusieurs contacts téléphoniques. En l'absence de contact téléphonique, les données sont anonymes et ces droits ne peuvent plus être exercés. Si un contact téléphonique a été fourni, l'exercice de ces droits reste possible jusqu'à la fin du projet (fin 2021), tant que les contacts téléphoniques n'ont pas été supprimés de la base de données. Au-delà de cette date, les données seront totalement anonymes et l'exercice du droit d'accès impossible.